



ENGAGÉ-ES POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE TRAVAIL

Déclaration de la FSU 47 à la FSSSCT D

réunie le jeudi 4 décembre 2025,

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres de la Formation Spécialisée

Nous prenons la parole aujourd'hui avec une profonde inquiétude : l'école publique est mise à rude épreuve, et ses personnels – enseignant-es, AESH, personnels de vie scolaire et d'éducation, personnel de santé et de vie sociale – portent un fardeau insoutenable. Si nous connaissions déjà la dureté des conditions de travail et la souffrance des personnels, nous constatons aujourd'hui que la situation a atteint un niveau dramatique. Certains de nos collègues en ont perdu la vie.

Les faits parlent d'eux-mêmes et la recrudescence des fiches SST, très souvent liées aux risques psychosociaux, constitue un signal d'alerte incontestable. Elles confirment, comme les retours des personnels lors des visites F3SCT, les questionnaires QVT et les messages de détresse reçus par les toutes les organisations syndicales, un état préoccupant du quotidien professionnel.

Les agent-es doivent faire face à des situations trop fréquentes de violence d'élèves et à une inclusion trop souvent dépourvue des moyens nécessaires. Ils subissent également des agressions verbales ou physiques de parents. À cela s'ajoute une pression institutionnelle accrue, alimentée par les réformes successives, le manque de solutions faute de moyens, et le renvoi quasi systématique de la responsabilité vers les personnels. Dans ces conditions, les personnels se retrouvent épuisés-es, sous pression, et parfois impuissants-es à garantir la sécurité des élèves qui leur sont confiés-es comme la préservation de leur santé. L'école publique doit rester un lieu de sécurité, de respect et d'apprentissage. Or, aujourd'hui, par l'absence de solutions adaptées, les équipes sont exposées à des risques graves, sans réponses à la hauteur. La protection de nos collègues ne peut se limiter à la seule lutte contre les armes blanches ou à une pause numérique : elle exige une politique globale, cohérente et structurée de prévention primaire.

La FSU, à travers ses instances dont la F3SCT, assume pleinement sa responsabilité : porter ces alertes tant au niveau départemental qu'au niveau ministériel, exiger des moyens, soutenir les professionnel·les et rappeler à l'État son devoir de protéger l'École et celles et ceux qui y travaillent.

Il est urgent d'agir pour que l'institution scolaire demeure un lieu où grandir, apprendre et vivre ensemble soit un droit, et non un risque.

Il est urgent de rappeler que la sécurité et la protection des personnels reposent sur l'analyse et l'amélioration de l'ensemble du dispositif de travail, et non sur la critique ou la mise en cause des individus, ni sur une logique de méritocratie qui ferait peser la responsabilité des difficultés uniquement sur l'agent-e.

Le déficit des ressources, renforcé par la suppression orchestrée de postes d'enseignants et la

mutualisation des AESH, qui multiplie le nombre d'enfants par accompagnant, fragilise les accompagnements, désorganise les établissements et accentue la fatigue et l'usure professionnelles. Cette situation, déjà inacceptable, devient intolérable lorsque certaines familles profèrent menaces, agressions ou informations mensongères. C'est un appel urgent à une responsabilité institutionnelle forte et à des mesures concrètes pour protéger les personnels.

La FSU dénonce l'absence de réponses à la hauteur de cette situation critique : certaines inspections ou chefs d'établissement apportent un soutien, mais cela ne suffit pas face à l'ampleur de la situation. Le sentiment d'abandon est réel. L'augmentation des signalements de collègues expérimenté-es montre que le mal-être n'épargne personne et que la F3SCT doit être pleinement mobilisée pour agir, prévenir et protéger.

L'école publique est un pilier de notre démocratie : elle est un lieu d'émancipation, de solidarité et de transmission des savoirs. Si nous laissons ses fondations vaciller, nous mettons en péril non seulement le bien-être des professionnel-le-s, mais aussi l'avenir de nos enfants et de notre société. Nous refusons que l'épuisement devienne la norme d'exercice de nos métiers.

C'est pourquoi, la FSU et ses militantes et militants, continueront de lutter pour :

- des moyens humains ambitieux, avec un nombre d'AESH suffisant, bénéficiant d'un véritable statut, et des équipes de vie scolaire, sociale et de santé pleinement renforcées ;
- des financements pour les structures médico-sociales afin d'accueillir et de prendre en charge tous les enfants ;
- une reconnaissance réelle des personnels : statut, formation, rémunération, sécurité, soutien psychologique, protection ;
- le renforcement des personnels de prévention, médecins, infirmier-es et psychologue, assistant-e sociale, pour que la santé, la sécurité et les conditions de travail de chacun-e soient une priorité permanente.

Monsieur le DASEN, nous vous demandons instamment d'entendre cette alerte. L'Éducation nationale ne peut plus survivre sur la seule résilience de ses personnels : il est temps d'agir, d'investir et de protéger. La FSU attend des mesures concrètes et exige un dialogue effectif pour construire des solutions adaptées. L'école publique mérite plus que des mots : elle mérite des actes à la hauteur de ses missions. Face à la complexité croissante du métier, à l'intensification de l'école inclusive et à l'augmentation de la diversité des élèves, nos collègues sont trop souvent livrés à eux-mêmes. Le sentiment d'insécurité au travail progresse, et la prévention primaire fait encore défaut. Les situations liées à l'amiante ou au non-respect des normes de sécurité le rappellent cruellement. Tous les agents de l'État doivent bénéficier de la protection fonctionnelle qui leur est due, et les institutions doivent agir. Défendre l'école publique et ses personnels, c'est défendre l'égalité, la solidarité et la démocratie.

